

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT SOIXANTE ET UNIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 24 avril 1984, à 10 h 30

Président : M. J. DHANAPALA (Sri Lanka)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

Algérie : M. A. TAFFAR

Allemagne, République fédérale d' : M. H. WEGENER
M. M. GERDTS

Argentine : M. R. GARCIA MORITAN
M. R. VILLAMBROSA

Australie : M. R. BUTLER
M. R. ROWE
Mme J. COURTNEY

Belgique : M. M. DEPASSE

Birmanie : U MAUNG MAUNG GYI
U PE THEIN TIN
U THAN TUN

Brésil : M. C.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. K. TELLALOV
M. P. POPTCHEV
M. C. PRAMOV

Canada : M. J.A. BEESLEY
M. G.R. SKINNER
M. R.J. ROCHON

Chine : M. QIAN JIADONG
Mme WANG SHIYUN
M. LIANG DEFENG
M. LIN CHENG
M. ZHANG WEIDONG
M. SUO KAIMING

Cuba : M. C. LECHUGA HEVIA
M. P. NUNEZ MOSQUERA

Egypte : M. I. HASSAN
Mme W. BASSIM
M. A. MAHER ABBAS

Etats-Unis d'Amérique : M. N. CLYNE
M. N. CARRERA
M. R. HORNE
M. R. NORMAN
M. P. CORDEN
M. H. CALHOUN
M. C. PEARCY
M. J. PUCKETT
Mme K. CRITTENBERGER

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. F. de La GORCE M. H. RENIE
<u>Hongrie</u> :	M. D. MEISZTER M. F. GAJDA
<u>Inde</u> :	M. M. DUBEY M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO M. N. WISNOEMOERTI Mme P. RAMADHAN M. ANDRADJATI Mme R. TANZIL
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. M. PAVESE
<u>Japon</u> :	M. M. IMAI M. M. KONISHI M. T. KAWAKITA M. T. ISHIGURI
<u>Kenya</u> :	-
<u>Maroc</u> :	M. M. CHRAIBI M. O. HILALE
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S-O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. J.O. OBOH M. L.O. AKINDELE M. C.V. UDEDIBIA
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. J. RAMAKER M. R.J. AKKERMAN
<u>Pérou</u> :	M. C. CASTILLO RAMIREZ
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. G. CZEMPINSKI M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. H. THIELICKE M. F. SAYATZ
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N. KAMYAB M. J. ZAHIRNIA M. F. SHAHABI
<u>Roumanie</u> :	M. I. DATCOU M. T. MELESCANU M. P. BALOUI M. A. CRETU M. A. POPESCOU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. L.J. MIDDLETON M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA M. H.M.G.S. PALIHAKKARA M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède</u> :	Mme M.B. THEORIN M. R. EKEUS Mme E. BONNIER M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN M. L.E. WINGREN Mme A.M. LAU
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA M. J. MATOUSEK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. B.P. PROKOFIEV M. G.V. BERDENNIKOV M. P.Y. SKOMOROKHINE M. S.V. KOBYSH M. T.F. DMITRITCHEV M. V.I. OUSTINOV M. V.F. PRIAKHINE M. L.A. NAOUMOV M. G.A. ANTSIFEROV
<u>Venezuela</u> :	M. O. GARCIA GARCIA
<u>Yougoslavie</u> :	M. M. MIHAJLOVIC
<u>Zaïre</u> :	Mme ESAKI EKANGA KABEYA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire général adjoint de
la Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La séance plénière de la Conférence du désarmement est ouverte.

La Conférence poursuit aujourd'hui son examen des questions en suspens, comme prévu au programme de travail adopté au début de sa session de 1984. Conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme vous le savez, notre dernière séance plénière aura lieu jeudi. A cette occasion, je me propose de convoquer une réunion officieuse de la Conférence pour examiner quelques questions d'organisation pendantes. En l'absence d'objections c'est ainsi que nous procéderons.

Il en est ainsi décidé.

A cette réunion officieuse, nous examinerons les résultats des consultations tenues au sein des groupes de contact créés pour examiner des propositions au titre des points 1, 2, 3 et 5 de l'ordre du jour, qui se sont réunis jusqu'ici et continueront de se réunir aujourd'hui et demain. Nous devrions également examiner la lettre qui m'a été adressée par le Président de la première session du Comité préparatoire de la troisième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cette lettre a été distribuée le 17 avril dans les casiers des délégations et elle est distribuée aujourd'hui à nouveau pour l'information des membres.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de Cuba, de la Suède, de la Birmanie, de la Roumanie, du Pakistan, du Sénégal et de la Chine.

Je donne maintenant la parole au représentant de Cuba, l'Ambassadeur Lechuga.

M. LECHUGA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Monsieur l'Ambassadeur Dhanapala, permettez-moi d'abord, de vous exprimer notre gratitude pour les efforts que vous avez déployés pour donner une impulsion accrue aux travaux de la Conférence. Comme votre prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Datcou, vous vous êtes employé avec patience et persuasion à faire en sorte que nous puissions progresser dans l'accomplissement de notre tâche.

Il est clair cependant que nous sommes très loin d'avoir entrepris un processus de négociation sérieuse, très loin d'avoir remplacé la rhétorique de la démagogie et les ressources de la propagande par des faits concrets qui nous amènent à réaliser ce à quoi aspire toute l'humanité, à savoir le désarmement, la dissipation du climat belliciste qui règne actuellement dans le monde et l'établissement de bases solides de coopération entre toutes les nations.

La situation grave et dangereuse où nous nous trouvons ne résulte certes pas de la structure de la Conférence. Elle tient à l'attitude belliqueuse d'une grande puissance, les Etats-Unis, et à l'appui plus ou moins enthousiaste que lui apportent certains de ses alliés. Il n'est pas besoin de chercher bien loin pour parvenir à cette conclusion, car les faits sautent aux yeux. A propos de l'interdiction des essais d'armes nucléaires, un volume impressionnant de documents et une vaste expérience ont été accumulés au cours de vingt années d'examen, et pourtant les Etats-Unis considèrent encore que nous venons seulement de faire les premiers pas en vue de parvenir un jour à la négociation. Il en va de même pour la question

(M. Lechuga, Cuba)

relative à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Dans ce domaine, il n'a même pas été possible de créer un organe subsidiaire doté d'un mandat limité. La prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique se heurte aux mêmes obstacles. On ne veut pas négocier, voilà tout. Et nous pourrions ainsi poursuivre la liste des déceptions que nous éprouvons et qu'éprouve l'opinion publique mondiale.

A la fin de cette première partie de la session annuelle de la Conférence, dite session de printemps, le spectacle que nous offrons, ce n'est pas le tableau fleuri et fécond qui conviendrait à cette saison, mais un paysage polaire et désolé où l'on veut nous présenter des mirages, des visions dépourvues de toute existence. Auparavant, dans le domaine des relations internationales, nous avons rarement observé un programme de manipulation de l'opinion publique aussi persistant, aussi fallacieux, aussi mystificateur que celui auquel nous assistons actuellement.

La période actuelle est caractérisée par le refus de négocier et bien entendu, de négocier en toute bonne foi. Il n'est aucune instance où l'on puisse signaler des progrès positifs, d'ordre politique, économique ou militaire. Car la quasi-paralysie de la Conférence résulte d'éléments étrangers à son cadre. Il existe en effet toute une politique qui tend à éviter les engagements, soit bilatéraux soit multilatéraux. Dans le domaine du désarmement, on refuse l'entente parce que l'on cherche à s'assurer une supériorité militaire et ainsi négocier à partir d'une position de force. On parle de paix alors qu'on met en place des armements d'une grande puissance destructrice. Lors d'une réunion de l'OTAN tenue récemment en Turquie, le Secrétaire à la défense des Etats-Unis a déclaré qu'il ne négocierait aucun traité interdisant les armes antimissiles. Le Département de l'énergie de ce même pays - les Etats-Unis - demande des ressources supplémentaires pour aménager dans l'Etat de Nevada un nouveau site d'essais souterrains d'armes nucléaires dans le cadre d'un plan à long terme qui coûtera des milliards de dollars et qui multipliera les armements nucléaires sur terre, dans l'air et dans la mer.

Tandis que la Conférence s'efforce depuis deux ans d'engager des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires, le Gouvernement des Etats-Unis aménage un lieu dénommé Pahute Mesa, dans le Nevada, en vue de procéder à une trentaine d'essais nucléaires en 1985, car l'espace manque déjà pour cela à Yucca Flats. On soutient ici que l'obstacle est celui de la vérification, alors qu'il est de notoriété publique que les problèmes de vérification sont résolus pour l'essentiel, comme vient de l'affirmer le Groupe d'experts scientifiques chargé de la détection et de l'identification d'événements sismiques et comme l'a indiqué le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies il y a 22 ans. Ce n'est pas la vérification qui empêche la négociation, mais le programme d'essais nucléaires qui est prévu pour les prochaines années et auquel on ne veut pas renoncer.

On ne veut pas négocier à la Conférence les questions relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, sous prétexte que ces questions relèvent de discussions bilatérales, oubliant ce qui est dit dans le Document final de 1978, et réaffirmé en 1982 : "Etant donné que le processus du désarmement touche aux intérêts vitaux de la sécurité de tous les Etats, ceux-ci doivent tous se préoccuper activement des mesures de désarmement et de limitation des armements". On oublie aussi la véritable raison d'être de cet organe, tout en lui adressant parfois, des éloges intéressés, comme cela s'est produit la semaine passée, lors de la présentation du projet de convention des Etats-Unis sur les armes chimiques. Il est clair que l'on feint d'avoir à l'égard de la Conférence un respect qui n'existe pas en réalité, afin de garder les apparences.

(M. Lechuga, Cuba)

Certes, soit dit en passant, on a monté une gigantesque campagne de publicité autour de l'interdiction des armes chimiques, dont nul ne conteste l'importance, mais qui ne saurait servir de rideau de fumée pour dissimuler l'absence de dialogue constructif sur d'autres questions essentielles, ce que l'on cherche à obtenir en définitive. L'utilisation des armes chimiques est une chose si grave que le peuple vietnamien ressent encore les effets de celles qui ont été utilisées il y a des années sur son territoire par les forces armées des Etats-Unis. Nous avons tous intérêt à ce que les armes chimiques soient interdites et nul n'a besoin qu'on lui donne des leçons sur l'opportunité d'un traité à cet effet. Ce qui importe actuellement, c'est de voir si ce projet est un document sérieux ou si c'est un texte truffé de pièges destinés à éviter précisément son adoption.

Les perspectives pour la prochaine session de la Conférence ne sauraient être moins encourageantes. On a déjà annoncé que les clauses de SALT II ne seraient pas observées l'an prochain. Le Président des Etats-Unis a déclaré qu'"aucun accord qui pourrait être conclu en dehors de ceux qui régissent déjà les activités militaires dans l'espace extra-atmosphérique n'est considéré comme présentant un intérêt global pour les Etats-Unis et leurs alliés". Les Etats-Unis refusent de s'engager à renoncer à l'utilisation en premier des armes nucléaires. De quelque côté qu'on se tourne, aucune lueur d'espoir n'est en vue pour la négociation.

Le climat de confrontation qui existe dans les relations internationales et qui détermine le comportement de la Conférence empire chaque jour. La menace, l'hostilité et l'agression se sont substituées au dialogue. Cette politique belliciste se reflète manifestement dans la situation en Amérique centrale et aux Caraïbes, qui contribue à aggraver les tensions existant dans le monde entier. En réponse aux efforts louables accomplis par les pays du groupe dit de Contadora pour régler les différends par la voie du dialogue et d'une solution pacifique, on mine les ports du Nicaragua, on oppose un veto à la condamnation prononcée d'un commun accord au Conseil de sécurité et on déclare n'avoir connaissance d'aucune décision à ce sujet; d'autre part, on accélère l'occupation militaire de fait du Honduras, on recourt au terrorisme d'Etat, on intensifie l'agression au mépris de l'opinion publique et en faisant fi des engagements internationaux et des principes de la Charte des Nations Unies.

Nous savons tous que le bilan de la situation internationale est négatif, mais précisément pour cette raison, les pays qui tiennent à mettre fin à la stagnation actuelle des négociations et qui constituent l'immense majorité de la communauté internationale, comme l'indiquent chaque année les résolutions adoptées par l'Assemblée générale pour demander l'ouverture d'un dialogue sur un pied d'égalité en vue de progresser vers l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, continueront chaque jour d'insister avec plus de force et de vigueur pour que les travaux de la Conférence aboutissent à un résultat, malgré les obstacles actuels. Les manœuvres auxquelles on se livre pour cacher la vérité à l'opinion publique sont finalement vouées à l'échec, comme certains signes le laissent déjà prévoir.

(M. Lechuga, Cuba)

Il importe que la Conférence rende fidèlement compte de cette stérilité des négociations dans son rapport à l'Assemblée générale et qu'elle ne se fasse pas complice, par son silence, des mensonges qui visent l'opinion publique; il importe qu'elle renforce sa propre autorité et s'acquitte de ses fonctions d'unique organe de négociation, qu'elle se prononce sur les faits réels et qu'elle proclame que s'il existe une volonté politique dans le petit groupe d'Etats qui entrave les négociations, il sera possible d'aboutir à des accords positifs. Tel est le message que nous devons faire parvenir à l'opinion publique internationale chaque fois qu'il est nécessaire.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de Cuba de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suède, l'Ambassadeur Theorin.

Mme THEORIN (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la première session de la Conférence du désarmement tire à sa fin.

Nous nous réunissons à un moment où la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se poursuit sans relâche. On lui a donné libre cours. D'après le SIPRI, les Etats-Unis ont ajouté à leur arsenal, depuis la Seconde guerre mondiale, l'équivalent d'une bombe d'Hiroshima (12,5 kt) toutes les 30 minutes environ, c'est-à-dire une bombe d'Hiroshima toutes les 30 minutes pendant 38 ans, jour et nuit, sept jours par semaine. L'URSS a porté la puissance explosive de son stock d'armes nucléaires plus ou moins au même niveau que celui des Etats-Unis. On déploie et l'on met au point à un rythme accéléré des armes nucléaires nouvelles, encore plus déstabilisantes.

Nous nous réunissons à un moment où l'on ajoute à l'échelle de l'escalade de nouveaux barreaux qui pourraient donner naissance à l'illusion dangereuse qu'une guerre nucléaire pourrait être limitée à l'Europe. Des doctrines d'escalade horizontale menacent d'étendre les conflits militaires d'une région à une autre.

La course aux armements nucléaires est alimentée, d'une part, par l'espoir illusoire de parvenir à la suprématie et d'obtenir l'invulnérabilité et, d'autre part, par la peur mutuelle des deux grandes puissances nucléaires que l'autre ne recherche une capacité de première frappe.

Les essais de nouvelles ogives et les efforts pour utiliser l'espace extra-atmosphérique dans une guerre nucléaire jouent un rôle majeur dans ce contexte.

On pose les fondements d'une course intensifiée aux armements nucléaires dans les années et les décennies à venir dans les "laboratoires de la mort", sur les polygones d'essai des grandes puissances et dans les "équipes de réflexion" des théoriciens sur l'utilisation du nucléaire, qui conçoivent de nouvelles doctrines stratégiques et tactiques pour mener une guerre nucléaire sur terre et dans l'espace.

Nous nous réunissons à un moment où nous venons d'entendre les conclusions concernant les effets dévastateurs sur l'espèce humaine et sur les systèmes de soutien de la vie qu'aurait dans certaines conditions même une guerre nucléaire limitée. Je me réfère aux avertissements sur les perspectives d'un "hiver nucléaire"

(Mme Theorin, Suède)

s'abattant sur l'hémisphère Nord et du "nuage nucléaire" s'étendant aussi à l'hémisphère Sud et menaçant les conditions mêmes sur lesquelles se fonde la vie humaine sur Terre.

Nous nous réunissons à un moment où les citoyens de cette planète mettent de plus en plus en doute le droit d'une nation, quelle qu'elle soit, d'utiliser des armes nucléaires et en particulier d'être la première à utiliser de telles armes.

Cette contestation émane de nombreuses sources : de l'Organisation des Nations Unies, des églises et des syndicats, des juristes internationaux et des penseurs spécialistes en stratégie.

Cette préoccupation croissante de l'opinion publique a-t-elle été reflétée comme il convient dans notre travail pendant la première session ?

Naturellement, elle a été présente dans nombre de déclarations faites à la Conférence. Cependant, lorsqu'on en vient à nos efforts pour entreprendre des négociations concrètes sur les questions de désarmement ou même les approcher, il y a eu une absence totale de progrès.

Nous avons été incapables de nous entendre sur le moment et la manière de commencer et même sur la nécessité de le faire. Dans certains cas, il semble y avoir un manque de bonne volonté, même pour entreprendre des négociations sur des problèmes cruciaux concernant des mesures liées à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement.

Je me réfère particulièrement aux obstacles opposés à nos efforts pour faire cesser toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires au moyen d'un traité d'interdiction complète des essais, pour arrêter la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique qui est en train d'apparaître et pour commencer à oeuvrer pour la prévention d'une guerre nucléaire. Ce manque d'empressement à négocier sur les questions de désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement se manifeste à un moment où aucune négociation bilatérale n'a lieu entre les deux grandes puissances nucléaires.

Il est difficile d'imaginer comment les parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires peuvent ne pas y voir une violation de l'article VI du Traité. Seul un progrès décisif dans la poursuite "de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire" pendant l'année qui vient est acceptable.

D'ici 15 mois la plupart d'entre nous participeront à la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération. Cette Conférence aura de l'importance pour l'avenir du régime de ce Traité dans un monde où la capacité technique de se tourner vers le nucléaire s'étend. Avant 1995 il y aura une conférence pour décider si le Traité doit rester en vigueur. La décision sera prise par une majorité des Etats parties au Traité. Si nous voulons une prolongation du Traité - et la Suède considère qu'il est vital pour la paix et la sécurité internationales - il ne faut pas permettre que la troisième Conférence d'examen devienne encore un autre échec.

(Mme Theorin, Suède)

Un accord sur un traité d'interdiction complète des essais faciliterait beaucoup la réussite de la Conférence d'examen, ainsi qu'une prolongation future du Traité sur la non-prolifération.

C'est avec la préoccupation la plus profonde que j'appelle l'attention de la Conférence sur l'absence complète de progrès pendant cette session dans le travail sur un traité d'interdiction complète des essais. La responsabilité en incombe lourdement aux Etats nucléaires qui bloquent actuellement les progrès vers un tel accord et mettent ainsi en péril la paix et la sécurité.

Il est d'un intérêt vital que nous commençons maintenant le travail sur la question de l'interdiction complète des essais en vue de parvenir à un accord sur un traité à temps pour la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération. Cet objectif est reflété dans le mandat proposé par le Groupe des 21.

Nous savons tous qu'il n'y a pas d'obstacles techniques insurmontables à un traité d'interdiction complète des essais. Il nous paraît donc évident que certains Etats accordent la priorité à la poursuite de la mise au point de nouveaux types d'armes au lieu d'honorer leurs engagements découlant du Traité d'interdiction partielle des essais et du Traité sur la non-prolifération. C'est une attitude dangereuse et à courte vue.

A notre avis chaque essai nucléaire constitue en réalité une répétition d'une guerre nucléaire qui risquerait de détruire les conditions nécessaires à la vie humaine sur cette planète. Ma question est la suivante : qui a donné ce droit aux puissances nucléaires ? Une majorité écrasante de citoyens de cette planète pose la question : qui vous a donné le droit de planifier et de répéter une guerre nucléaire ?

Un traité d'interdiction complète des essais est une priorité non seulement pour les gouvernements, mais particulièrement pour les femmes et les hommes de cette planète. C'est à nous qu'il appartient de répondre à cette exigence.

Monsieur le Président, la dernière Assemblée générale des Nations Unies nous a fixé la tâche d'examiner, à titre provisoire, la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Le progrès rapide de la technologie donne un caractère particulier d'urgence à notre travail sur cette question à la Conférence du désarmement. Nos efforts pour arrêter la course aux armements dans l'espace ne doivent pas se faire attendre. Notre tâche sera infiniment plus difficile demain si nous ne mettons pas en route notre travail aujourd'hui, à un moment où des ressources financières et scientifiques énormes sont déjà utilisées pour alimenter une course aux armements menaçante, déstabilisante et coûteuse dans l'espace extra-atmosphérique.

Cette course affecte les aspects fondamentaux de la sécurité internationale. Les grandes puissances militaires paraissent hantées par la tentation de rechercher la sécurité à travers une invulnérabilité illusoire, obtenue par une suprématie dans la guerre spatiale. Or, il n'en résultera pas une sécurité accrue. Au lieu de cela ce sera une insécurité accrue.

L'Union soviétique et les Etats-Unis ont tous deux effectué des essais de systèmes antisatellites. Il existe une relation étroite entre la mise au point d'armes antisatellites et les systèmes antimissiles. La construction d'armes à

(Mme Theorin, Suède)

double capacité, qui peuvent être utilisées aussi bien contre les satellites que contre les missiles balistiques, est en effet faisable. La mise au point et l'essai d'armes antisatellites pourraient aussi servir à tourner le Traité sur les missiles antimissiles.

La Conférence du désarmement devrait maintenant s'occuper de la tâche qui lui a été confiée par l'Assemblée générale. Nous devrions nous préparer à des négociations urgentes sur un traité international interdisant toutes les armes spatiales, y compris les armes dirigées contre des objectifs dans l'espace. Un comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique devrait être créé d'urgence. Le temps presse.

Monsieur le Président, la course aux armements nucléaires et la suspicion profonde entre les deux grandes puissances nucléaires sont des facteurs qui caractérisent d'une façon menaçante le monde d'aujourd'hui. Aucun effort ne doit être épargné pour rompre le cercle maudit de l'accroissement des tensions et d'une accélération sans frein de la course aux armements. Nous devons promouvoir la création et l'élargissement progressif d'un dialogue entre les deux grandes puissances nucléaires sur les concepts de sécurité. Les Etats non alignés et neutres ainsi que tous les membres des alliances devraient participer activement à un tel dialogue, qui devrait avoir pour but de mettre au point des moyens de donner la primauté aux dimensions politiques de la sécurité telles que la détente et le désarmement, ainsi qu'à des efforts améliorés de développement pour désarmer la "bombe sociale".

Des efforts infatigables doivent être exercés pour promouvoir le renforcement de la confiance entre les Etats-Unis et l'Union soviétique par le désarmement, la limitation des armements et l'accroissement de la confiance sur le plan militaire. Il faudra dans ces efforts une imagination créatrice, une capacité pédagogique et des dons de persuasion. En ce qui concerne la Conférence du désarmement, un comité spécial sur la prévention d'une guerre nucléaire devrait être le foyer de ces efforts.

Il y a cinq ans, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont présenté des projets identiques de traités sur les armes radiologiques intitulés "Proposition commune concertée américano-soviétique relative aux principaux éléments d'un Traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques".

Depuis 1979, les débats sur un traité interdisant la guerre radiologique ont été menés au Comité du désarmement.

L'année dernière, des débats et des négociations exploratoires ont été menés au Groupe de travail spécial, d'une part pour interdire la mise au point et la fabrication d'armes radiologiques, d'autre part, pour interdire la guerre radiologique sous la forme d'attaques contre des installations énergétiques nucléaires.

La Suède est prête à participer activement aux négociations sur ces deux sujets.

Les armes radiologiques proprement dites n'existent pas actuellement. Ce fait nous fournit l'occasion de négocier une convention modèle sur l'interdiction de moyens futurs possibles de guerre. Une telle convention devrait contenir des dispositions sur des mesures concrètes visant à arrêter la recherche-développement sur de nouveaux systèmes d'arme et même sur des concepts d'arme. Notre but devrait être d'arriver à des dispositions qui soient plus ambitieuses que celles formulées dans la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

(Mme Theorin, Suède)

Dans l'esprit de faciliter le progrès sur le sujet A, ma délégation aimerait renouveler une proposition présentée au Groupe de travail spécial en juin de l'année dernière, pour une formule donnant une définition positive du concept des armes radiologiques qui résoud, à notre avis, le problème de la non-légitimisation des armes nucléaires.

La Suède travaille sur le problème de la délimitation du concept des armes radiologiques à partir de celui des armes à faisceau de particules, qui n'ont pas des effets de destruction massive et qui sont fondées sur le principe d'une radioactivité accélérée.

Pour ce qui est de la vérification sur le sujet A, nous pensons que la protection des gisements relativement peu nombreux de matières radioactives qui sont suffisamment grands pour constituer des sources potentielles importantes pour la fabrication des armes radiologiques, si jamais de telles armes étaient fabriquées, serait une tâche relativement simple. L'expérience acquise concernant les garanties internationales visant à prévenir le détournement pour la fabrication d'armes de matières destinées à des utilisations pacifiques est considérable.

Monsieur le Président, le moyen le plus puissant de mener une guerre radiologique est l'attaque contre des installations nucléaires. Permettez-moi de vous donner quelques exemples :

Les effets radioactifs d'une attaque contre un réacteur de puissance ordinaire pourraient provoquer des effets immédiats comparables aux retombées d'une explosion en surface d'armes nucléaires de 20 kt, alors que les effets radioactifs à long terme pourraient être de plusieurs ordres de grandeur, plus graves que ceux résultant d'une explosion nucléaire. Il faudrait noter à ce sujet que le rythme de production de substances radioactives dans une centrale électronucléaire de 1 000 MW est égal à celui d'une bombe atomique de 60 kt chaque jour. Après une certaine durée d'exploitation, le noyau d'un tel réacteur devient vraiment très dangereux si on le met à découvert.

Un réacteur "brûlé" n'émettrait que des quantités relativement faibles de composés de courte période, mais une quantité importante de composés de longue période serait libérée et contaminerait ou rendrait inhabitable pour des décennies une superficie considérable.

Les effets d'une attaque menée à l'aide d'une arme nucléaire seraient désastreux. L'explosion nucléaire fournirait une force énorme pour la dispersion des substances radioactives. La radioactivité contenue dans le réacteur serait ajoutée à celle produite par la bombe elle-même.

Le réacteur contient des quantités relativement faibles de produits radioactifs de courte période et sa contribution au débit de dose total pendant la première semaine qui suit la détonation serait donc faible. Toutefois, les quantités de composés de plus longue période contenues dans le réacteur sont très importantes et, après seulement une semaine, la radioactivité émise par le réacteur brûlé serait supérieure à la radioactivité de la bombe elle-même.

Si l'on faisait exploser une bombe d'une mégatonne, la superficie affectée par une dose d'irradiation supérieure à 100 rads serait de quelque 2 000 km². Si la même bombe frappait un réacteur nucléaire de 1 000 MW - une taille commune - la superficie affectée par la même dose d'irradiation de 100 rads serait environ 20 fois plus

(Mme Theorin, Suède)

grande, de 30 000 à 40 000 km². Les conséquences de l'explosion d'une bombe nucléaire sur un réservoir de stockage pourraient être encore plus désastreuses et entraîner des doses dépassant 100 rads sur une superficie de plus de 50 000 km².

Il est donc tout à fait évident que les dommages causés aux pays où de nombreux réacteurs sont en exploitation et où de nombreux autres sont construits ou prévus seraient vraiment désastreux. Des attaques contre des installations nucléaires rendraient pratiquement inhabitables pour des années ou des décennies la totalité de ces pays ainsi que les pays voisins.

Monsieur le Président, les attaques contre des installations nucléaires impliquent des risques de destruction massive dans de nombreux pays où ces installations existent et également dans les pays voisins. De tels risques existent aujourd'hui. Je n'ai pas besoin de rappeler à qui que ce soit ici que c'est là un moyen de guerre qui n'exige pas nécessairement que la partie attaquante possède des armes nucléaires.

Un accord sur l'interdiction des attaques, y compris nucléaires, contre des installations nucléaires, devrait être simple et sans détours. Les attaques contre les réacteurs nucléaires, les installations de retraitement, les stocks de combustibles épuisés et les dépôts de déchets à terre devraient être interdites. Ma délégation présentera une proposition concrète en ces termes.

Pour ce qui est de la question de la liaison entre les sujets A et B, la position suédoise est relativement souple. Initialement, elle a considéré la proposition relative au sujet B comme une spécification du projet d'article III de la proposition américano-soviétique de 1979. Cependant, d'autres solutions pour faire cette liaison sont possibles. Le fond est plus important que la forme.

Monsieur le Président, les événements choquants de ces derniers mois ont montré qu'il est important de nous efforcer de réaliser un progrès décisif dans les négociations sur un traité d'interdiction complète des armes chimiques.

Le Gouvernement suédois condamne l'utilisation des armes chimiques qui a été confirmée par l'équipe d'experts envoyée en Iran par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle constitue une grave violation du droit international et du Protocole de Genève de 1925, qui prohibe l'emploi des armes chimiques et bactériologiques. Elle a causé de grandes souffrances humaines et est contraire aux règles fondamentales du droit humanitaire.

Il est de la plus grande importance que les accords et principes internationaux du droit international soient pleinement respectés et que des enquêtes soient effectuées sur toutes les allégations de violations.

Chaque gouvernement qui commet de telles violations du Protocole de Genève et du droit international porte une lourde responsabilité. Tout doit être fait pour prévenir une nouvelle utilisation des armes chimiques.

Monsieur le Président, la semaine dernière, le Vice-Président Bush a présenté un projet de convention sur l'interdiction complète des armes chimiques. C'était une contribution de valeur aux négociations en cours. Un autre apport de grande valeur a été fait par l'Ambassadeur Issraelyan le 21 février, lorsqu'il a développé la position de l'Union soviétique concernant la question de la vérification de la destruction des stocks.

(Mme Theorin, Suède)

Ces contributions, que nous avons accueillies comme des signes d'un engagement de tenir des négociations sérieuses et de bonne foi, pour parvenir rapidement à un accord, ont éveillé de nouveaux espoirs.

Il est important que ce fait nouveau positif soit pleinement reflété dans les négociations au sein du Comité spécial. Il ne faut pas permettre que le manque de confiance entre les deux grandes puissances fasse perdre cette occasion.

C'est contre cette toile de fond que je voudrais exprimer notre préoccupation devant l'absence de toute contrainte applicable à la fabrication des armes chimiques. L'histoire nous montre clairement que le désarmement n'a jamais été obtenu par l'armement. Il n'existe aucun besoin de fabriquer des armes chimiques, qu'elles soient binaires ou autres. Tous les Etats devraient s'abstenir de fabriquer de telles armes pendant ces négociations importantes.

Permettez-moi de terminer en exprimant l'espoir que le début de nos négociations sur le fond relatives à un traité d'interdiction complète des armes chimiques aura un effet stimulant. Des efforts renouvelés doivent être exercés pendant notre intersession pour arriver rapidement à un consensus sur le mandat fixant le travail des comités spéciaux sur les questions urgentes liées aux efforts pour arrêter la course aux armements nucléaires. Nous devrions redoubler d'efforts compte tenu des préparatifs nécessaires pour garantir la réussite de la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération.

De nouveaux essais d'armes nucléaires ont lieu chaque semaine. La préoccupation et l'anxiété des peuples augmentent. Nous, membres de la Conférence du désarmement, avons été chargés d'une tâche spéciale. Nous nous devons d'être à la hauteur des responsabilités inscrites dans cette tâche en poursuivant sérieusement et de bonne foi nos efforts de négociation.

U MAUNG MAUNG GYI (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour vous dire combien je suis heureux de vous voir, vous le distingué représentant de Sri Lanka, occuper la présidence pendant ce mois d'avril. La session de printemps de la Conférence tire à sa fin et ma délégation souhaite vous dire comme elle a apprécié la manière efficace dont vous avez accompli les devoirs de votre tâche et la contribution que vous avez apportée à la solution des questions procédurales en suspens. Puis-je aussi exprimer la reconnaissance de ma délégation à l'Ambassadeur Datcou, de la Roumanie, pour la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de la Conférence durant sa présidence.

La sécurité et la survie sont la première préoccupation de notre temps, cette préoccupation n'a jamais été autant ressentie par la communauté mondiale, et le défi que nous devons maintenant relever est de trouver des mesures qui inhiberont, réduiront et finalement élimineront la menace d'une guerre nucléaire. En ce qui concerne le travail de cette Conférence, la question de la prévention d'une guerre nucléaire est à l'ordre du jour depuis plus d'un an. Pendant ce temps, la Conférence a accumulé des idées en abondance sous la forme de documents de travail et de propositions présentés par des délégations et des groupes de délégations, qui devraient à eux seuls nous fournir assez de matériaux pour choisir les mesures spécifiques et urgentes qui sont nécessaires dans notre travail sur la prévention de la guerre nucléaire. Si la Conférence veut progresser sur ce point, ma délégation juge nécessaire de rappeler qu'un organe subsidiaire doté d'un mandat approprié devrait être créé pour permettre d'examiner toutes les propositions en vue de choisir les mesures qui méritent la plus haute priorité.

(U Maung Maung Gyi, Birmanie)

Ma délégation a déjà en plusieurs occasions exprimé ses vues sur ce qu'elle considère comme des mesures prioritaires nécessaires pour réduire les risques de guerre nucléaire, et je n'ai pas l'intention de les répéter aujourd'hui; l'objet de ma déclaration est de souligner le rôle important que l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires joue dans la prévention de la guerre nucléaire. Cette interdiction acquiert une signification particulière quand nous la regardons sous les perspectives suivantes : renforcement des principes existants du droit international; pratique de l'interdiction d'emploi de certains types d'armes avant que leur réduction et leur élimination des arsenaux des Etats soient possibles; et surtout nécessité d'accroître la sécurité mondiale grâce au règne du droit.

On a affirmé que la prévention de la guerre nucléaire devrait être considérée dans le contexte de la prévention de toutes les guerres, si l'on admet que les causes de la guerre, qu'elle soit classique ou nucléaire, sont les mêmes. En un sens, il y a du vrai dans ce concept, car vues dans un contexte le plus large, les guerres naissent des conséquences adverses des relations entre les Etats, qui sont généralement de nature politique. Mais à l'ère des armes nucléaires, où les grandes puissances assoient leur sécurité sur les armes nucléaires, à supposer que les causes de toutes les guerres, nucléaires ou classiques, soient semblables, c'est ne pas voir les réalités de la course aux armements nucléaires, avec tous les risques qu'elle comporte. Les doctrines de la dissuasion et leurs corollaires, loin de fournir la sécurité, sont orientées vers la continuation de la course aux armements nucléaires. De telles doctrines sont basées sur le recours aux armes nucléaires, et en temps de crise, quand les responsables ne peuvent plus contrôler les événements, le danger d'une confrontation nucléaire devient imminent.

Depuis les temps antiques, tout en faisant la guerre, l'humanité réfléchit sur ses causes. Durant la guerre entre Sparte et Athènes, l'historien grec Thucydide a fait une distinction entre les causes immédiates de la guerre et ses causes sous-jacentes.

Il a dit que les secondes peuvent être comparées à l'accumulation d'une masse de matériau combustible, et les premières à l'allumette qui met le feu au matériau accumulé. Ce que Thucydide a dit il y a deux ou trois mille ans s'applique fort bien à la situation qui prévaut à l'ère nucléaire, car l'accumulation croissante d'armes nucléaires constitue le matériau combustible qui pourrait nous précipiter dans une guerre nucléaire à l'heure d'une crise internationale grave. La paix et la sécurité internationales ne peuvent se fonder sur l'armement nucléaire, car en dernière analyse la guerre nucléaire ne saurait être prévenue par la possession et l'accumulation continue des instruments, précisément, de cette guerre.

Beaucoup de bons auteurs considèrent que l'emploi des armes nucléaires est contraire aux principes du droit international existant. Les armes nucléaires n'existaient pas encore quand les lois de la guerre ont commencé à être codifiées. Mais l'absence d'interdictions expresses n'équivaut pas à une légitimation des armes en question, car toute méthode de destruction nouvelle doit aussi être conforme aux principes fondamentaux des lois de la guerre et de la neutralité, et surtout au principe d'humanité. Les effets destructeurs aveugles et incontrôlables des armes nucléaires dépassent de loin les armes et les méthodes de guerre qui existaient et ont été interdites lorsque les lois de la guerre ont vu le jour, et il ne peut y avoir d'interprétation ambiguë de l'inadmissibilité de leur emploi pour plusieurs motifs. L'Ambassadeur Meisster de la Hongrie, a très incisivement traité de cette question dans sa déclaration du 15 mars.

(U Maung Maung Gyi, Birmanie)

L'utilisation des armes nucléaires apporterait à l'humanité destructions et souffrances à une échelle beaucoup plus grande que l'utilisation des armes qui sont spécifiquement interdites en vertu de déclarations et d'accords internationaux.

Toutefois, la nécessité de renforcer les lois existantes par une interdiction expresse du recours aux armes nucléaires va beaucoup plus loin que la nécessité de consolider les principes humanitaires des lois de la guerre, car elle touche à la survie même de l'humanité. Cette nécessité saute aux yeux si nous nous référons au paragraphe 47 du Document final, qui dit que : "Les armes nucléaires sont celles qui menacent le plus gravement l'humanité et la survie de la civilisation." En outre, on peut aussi faire référence au paragraphe 58 du même Document final, aux termes duquel : "[tous les Etats,] en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, devraient considérer le plus tôt possible diverses propositions visant à assurer le non-recours aux armes nucléaires, la prévention de la guerre nucléaire et autres objectifs connexes, pour autant que ce soit possible par voie d'accord international, et à faire ainsi en sorte que la survie de l'humanité ne soit pas compromise". Le Document final a mis l'accent sur la prévention, non seulement de la guerre nucléaire, mais aussi du recours aux armes nucléaires, ce qui recouvre un concept plus large que le premier, et il a mis spécifiquement l'accent sur la nécessité d'interdictions juridiques du recours aux armes nucléaires.

Bien que la prévention de la guerre nucléaire et le non-recours aux armes nucléaires aient récemment concentré l'attention à l'Assemblée générale des Nations Unies et dans ce forum, ce qui est le résultat de la préoccupation croissante de la communauté internationale devant le danger de guerre nucléaire, ces efforts ne peuvent en aucune façon être interprétés comme de nouveaux développements. Au long des années, de nombreuses initiatives ont été prises au niveau international sur la limitation et l'interdiction des armes nucléaires. La résolution 1653 (XVI), adoptée par la seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1961, a déclaré l'inadmissibilité et l'illicéité de l'emploi des armes nucléaires, car contraire aux lois de l'humanité et criminel au regard du droit international. La résolution déclarait, entre autres, que :

- a) L'emploi d'armes nucléaires et thermonucléaires est contraire à l'esprit, à la lettre et aux buts de la Charte des Nations Unies et constitue, en tant que tel, une violation directe de la Charte;
- b) L'emploi d'armes nucléaires et thermonucléaires excéderait même le champ de la guerre et causerait à l'humanité et à la civilisation des souffrances et des destructions aveugles, et est, par conséquent, contraire aux règles du droit international et aux lois de l'humanité;
- c) L'emploi d'armes nucléaires et thermonucléaires est une guerre dirigée non seulement contre un ennemi ou des ennemis, mais aussi contre l'humanité en général, étant donné que les peuples du monde non mêlés à cette guerre subiront tous les ravages causés par l'emploi de ces armes;
- d) Tout Etat qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'humanité et commettant un crime contre l'humanité et la civilisation;

(U Maung Maung Gyi, Birmanie)

La résolution 1653 (XVI) a catégoriquement déclaré que l'emploi des armes nucléaires était illicite en vertu des principes existants du droit international et que c'était une violation directe de la Charte des Nations Unies. La continuation des efforts sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire ont une relation organique avec cette résolution, dont l'importance ne peut être exagérée.

Nous ne savons pas dans quelle mesure ce qu'on appelle les doctrines de dissuasion contribuent à éviter des conflits directs entre les deux grandes puissances. Mais nous partageons avec la majorité de la société internationale la conviction que ces doctrines sont illusoire pour ce qui est d'assurer un système permanent de paix mondiale.

Si l'on considère les doctrines de dissuasion dans la perspective plus large de la sécurité internationale, qui prend aussi en compte la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, particulièrement ceux du tiers monde, on peut voir que bien qu'aucune guerre n'ait eu lieu entre les Etats nucléaires, la dissuasion n'a pas empêché les conflits, là où des Etats dotés d'armes nucléaires étaient impliqués, vis-à-vis des Etats non dotés d'armes nucléaires. Cela a été mentionné dans le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de 1980 sur les armes nucléaires, qui dit que :

"S'il est difficile de déterminer dans quelle mesure la dissuasion a contribué à éviter la guerre entre les superpuissances, il est clair qu'elle ne met pas les Etats non dotés d'une force nucléaire à l'abri de la menace des autres, pas plus qu'elle n'a empêché nombre de conflits mettant en jeu des puissances nucléaires et non nucléaires."

Si l'on garde à l'esprit cette affirmation prise à bonne source, il est évident que les doctrines de dissuasion, sans parler d'autres aspects négatifs, ne contribuent pas à la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Ces doctrines et l'estompage de la distinction entre armes nucléaires et armes classiques, auquel les armes nucléaires tactiques contribuent, ont des effets délétères sur la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. De ce point de vue, les engagements pris par les puissances nucléaires de ne pas être les premières à utiliser des armes nucléaires, et le développement progressif d'interdictions de l'emploi des armes nucléaires, peuvent contribuer à renforcer la sécurité de tous les Etats, nucléaires et non nucléaires.

Ma délégation croit qu'il existe une approche objective par laquelle nous pouvons souscrire à la prévention de la guerre nucléaire si l'on fait appel au développement historique progressif du droit sur la prévention de la guerre en général, suscité par les difficultés pratiques rencontrées dans les efforts visant à la prévention des guerres par le droit. Du Pacte de la Société des Nations de 1919 et du Pacte Briand-Kellog de 1928 à la Charte des Nations Unies, l'accent a glissé de l'interdiction de la guerre à l'interdiction de la menace du recours à la force.

Le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, qui interdit de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, évite les difficultés techniques qui ont été rencontrées avec des instruments précédents sur l'interprétation du sens du mot "guerre". Si l'on veut que les objectifs de la prévention de la guerre nucléaire soient cohérents avec le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, l'interdiction du recours aux armes nucléaires devient particulièrement significatif.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Birmanie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, l'Ambassadeur Datcou.

M. DATCOU (Roumanie) : Monsieur le Président, au moment où les travaux de cette première partie de la session annuelle de notre Conférence touchent à leur fin, la délégation roumaine aimerait présenter quelques considérations sur les thèmes concernant le désarmement nucléaire inscrits à l'ordre du jour.

Une constatation commune présente dans les interventions que la plupart des délégations ont prononcées est que, ces derniers temps, la situation internationale s'est détériorée. La course aux armements, au premier chef nucléaire, a pris une nouvelle ampleur. La politique de force et de menace avec l'utilisation de la force, d'ingérence dans les affaires internes d'autres Etats, s'est intensifiée.

Tout particulièrement après le passage à l'installation par les Etats-Unis d'Amérique de missiles nucléaires de portée intermédiaire dans certains pays d'Europe occidentale, et la mise en oeuvre des contre-mesures annoncées par l'Union soviétique, la course aux armements est entrée dans une nouvelle phase, extrêmement dangereuse. Les hommes de science, américains et soviétiques y compris, nous mettent en garde que l'utilisation même d'une petite partie des arsenaux nucléaires aurait pour effet la disparition de la vie sur notre planète. Le Président de la Roumanie, Nicolae Ceausescu soulignait que, dans ces conditions, "le problème fondamental est la cessation de la course aux armements nucléaires, réussir à obtenir l'arrêt de l'installation des missiles nucléaires américains en Europe ainsi que des contre-mesures annoncées par l'Union soviétique, la reprise des négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et l'élaboration d'un accord pour l'élimination complète de ces missiles ainsi que de toutes les armes nucléaires d'Europe". En donnant expression aux sentiments du peuple roumain dans l'Appel adressé par la Grande Assemblée nationale de la Roumanie au Soviet suprême de l'URSS, au Congrès des Etats-Unis, aux parlements des pays d'Europe sur le territoire desquels sont installés des missiles intermédiaires, aux parlements des autres pays d'Europe, et du Canada, on souligne qu'il faut "concerter nos efforts et oeuvrer ensemble afin d'aider à la diminution de la tension internationale, à la cessation de la course aux armements nucléaires, à la réalisation d'accords qui ouvrent la perspective de l'élimination totale des armes nucléaires du continent, du danger d'une guerre nucléaire dévastatrice" (doc. CD/493 du 2 avril 1984).

Les intérêts fondamentaux de la paix et de l'existence même de l'humanité demandent le rejet de toute théorie concernant l'acceptation des armes nucléaires comme une "fatalité" et, d'autant plus, la possibilité de leur utilisation "dans certaines limites". Pareilles théories devraient être rejetées comme immorales et l'Assemblée générale des Nations Unies a procédé ainsi quand elle a déclaré, à juste titre, que le recours aux armes nucléaires constitue un crime contre l'humanité. Si l'histoire nous offre de nombreux exemples sur la manière dont les guerres classiques finissent, il n'y a pas de précédent pour ce qui est des hostilités nucléaires. Les analystes soulignent la différence fondamentale qui existe entre les deux types de guerre et la plupart sont arrivés à la conclusion que, dans une guerre nucléaire, il est difficile de prévoir d'autre fin que l'annihilation. Ceci prouve qu'il est impossible de formuler toute théorie crédible sur la "limitation" de la guerre nucléaire, d'autant plus que toute guerre nucléaire ne peut être que mondiale, avec toutes les conséquences tragiques qui en découlent. Une guerre nucléaire ne peut être "limitée" ni du point de vue des effets, ni du point de vue de l'intensité, ni de celui de l'aire géographique de son déroulement.

(M. Datcou, Roumanie)

Voilà pourquoi nous ne pouvons accepter la thèse selon laquelle les armes nucléaires sont une fatalité avec laquelle l'humanité doit s'habituer à vivre, car cela équivaldrait à accepter un cours inéluctable vers le désastre nucléaire.

Monsieur le Président, à notre grand regret, les thèmes du désarmement nucléaire sont justement ceux sur lesquels les travaux de notre Conférence se trouvent dans un état d'inertie et même de paralysie dont plusieurs collègues, y compris aujourd'hui, ont parlé avant moi. Pour le premier point inscrit à l'ordre du jour, et qui a trait à l'interdiction des essais nucléaires, la Conférence n'a pas réussi à élaborer un mandat unanimement acceptable, empêchant ainsi la création d'un Comité spécial. Pour le deuxième point intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", les consultations officieuses ont montré qu'il n'y a pratiquement aucune chance de voir cette année le début des activités d'un organe subsidiaire. Pour ce qui est du point 3 concernant la "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées", malgré certains progrès enregistrés dans l'acceptation de l'idée de la création d'un comité spécial, on n'a pas encore réussi à réaliser le consensus nécessaire sur le mandat de cet organisme.

Pour ce qui est du point 6 intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires", le Comité spécial qui a été créé ne fonctionne pas. Que peut donc être la conclusion ? La conclusion, d'une évidence accablante, est que la Conférence du désarmement, unique organisme multilatéral de négociations sur le désarmement, est empêchée de jouer son rôle central dans les questions prioritaires et de la plus haute urgence - celles du désarmement nucléaire.

Nous pouvons mesurer toute la gravité de cette conclusion face à l'accumulation et à la modernisation incessante des armements nucléaires.

Monsieur le Président, la délégation roumaine ne peut accepter d'aucune manière, même tacite, l'immobilisme de la Conférence du désarmement dans le domaine du désarmement nucléaire.

La détérioration de la situation internationale et le fait qu'il n'y a plus des négociations bilatérales sur les thèmes nucléaires, la complexité de ces problèmes, leur impact sur la sécurité internationale, les options existantes au sein des blocs militaires, ainsi que les théories stratégiques qui sont apparues dernièrement ne peuvent pas constituer, à notre avis, des arguments contre le démarrage des négociations; tout au contraire, ils plaident en faveur d'une action urgente et responsable en vue de mettre fin à la course vers le désastre.

Aucun argument ne peut et ne doit nous empêcher d'agir sans plus tarder au sein de la Conférence du désarmement de Genève.

Nous aimerions à cette occasion réaffirmer tout notre appui à l'égard de l'activité inlassable, compétente et passionnée menée par notre distingué Président pour le mois d'Avril 1984, l'Ambassadeur Dhanapala de Sri Lanka, en faveur de la création d'organismes subsidiaires au titre des points 1, 2 et 3 de l'ordre du jour, touchant le désarmement nucléaire.

Néanmoins, je voudrais injecter un sentiment d'urgence dans les discussions officieuses à ce sujet. Il va sans dire que si, au début de la deuxième partie de sa session de cette année, La Conférence n'est pas en mesure de s'attaquer d'une

(M. Datcou, Roumanie)

manière concrète, par des négociations, aux problèmes de l'interdiction des essais nucléaires, la prévention de la guerre nucléaire et des garanties de sécurité, nous allons nous trouver dans une situation d'une gravité sans précédent dans la longue histoire des négociations de Genève.

Nous allons entrer dans une étape où la préoccupation fondamentale va être celle de réaliser l'"équilibre" ou la "parité". L'équilibre vers le haut sur lequel sont basées la doctrine et les théories de la "discussion" est non seulement inopérant, étant donné qu'il alimente surtout la tendance vers la supériorité, chaque Partie étant alternativement préoccupée de "rétablir l'équilibre", mais il revêt aussi un caractère déstabilisateur et démobilisateur.

Dans la situation existante où les structures des forces de défense des Etats sont, par définition, asymétriques, l'exercice qui consiste à les comparer pour déterminer les types et le nombre exact des armes capables d'assurer la parité équivaut à comparer des choses incomparables.

L'équation paraît sans solution : équilibre entre qui et quoi ? Entre deux ou plusieurs Etats ? Entre les blocs militaires ? Entre les armes nucléaires et conventionnelles ? Entre les systèmes d'armes ou entre la totalité des systèmes, sur une base mondiale ou régionale ? etc. etc.

Ce cours ne nous mène à rien d'autre qu'à la conclusion - inacceptable - que les armes nucléaires sont une fatalité devant laquelle nous sommes impuissants.

Arrêter ce cours est impossible. Ce ne sont pas les idées concrètes qui manquent. Dans la récapitulation schématique des propositions concernant le désarmement nucléaire qui ont été présentées depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, et seulement jusqu'à la tenue de la première session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement (Proc. CD/293), on a recensé 355 initiatives concrètes de cette nature.

Nous pensons que toutes ces idées, et d'autres encore, méritent d'être analysées par notre Conférence ou je dirais mieux encore que c'est là notre raison d'être de les approcher. Voilà pourquoi la délégation roumaine a proposé que l'ensemble des propositions visant la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire fassent l'objet de l'activité d'un organe subsidiaire créé à cette fin. Cet organe devrait être chargé de donner suite au paragraphe 50 du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et d'identifier des questions de fond à traiter dans les négociations multilatérales, y compris l'élaboration et la planification des étapes du désarmement nucléaire, envisagées dans ce Document final, ainsi que l'a proposé le Groupe des 21.

Cet organe subsidiaire permettrait aussi le déroulement de discussions structurées en vue de la création de comités spéciaux sur des thèmes concrets de désarmement nucléaire. En même temps, nous pourrions utiliser le cadre offert par un pareil organe pour assurer la corrélation nécessaire entre les diverses négociations sur les thèmes nucléaires et autres, qui se déroulent au sein de la Conférence de Genève ou dans différents forums.

Monsieur le Président, au début de ce mois d'avril, j'avais souligné, dans une intervention, que "si les organes subsidiaires sur des thèmes hautement prioritaires ne sont pas créés, la crédibilité même de notre Conférence sera sérieusement mise en doute".

(M. Datcou, Roumanie)

La première partie de notre session annuelle s'achèvera sous peu. Nous sommes convaincus que toutes les délégations vont utiliser la pause dans nos travaux pour une analyse approfondie, dans les capitales respectives, du stade des négociations et des mesures qui s'imposent. Nous espérons vivement que ce processus permettra à la Conférence, dès le début de sa deuxième partie, de créer les organes subsidiaires sur les thèmes hautement prioritaires du désarmement nucléaire, afin de pouvoir faire démarrer des négociations réelles et de bonne foi sur les questions prioritaires de notre ordre du jour.

Merci, Monsieur le Président.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que ma délégation vous voit présider la Conférence du désarmement en ce mois d'avril. La manière dont vous avez conduit les débats est en tous points conforme aux traditions admirables de compétence professionnelle et d'habileté diplomatique qui s'attachent à la représentation de Sri Lanka. Monsieur le Président, vous représentez un pays voisin et ami avec qui nous entretenons d'excellentes relations, mais dont en outre nous partageons les opinions sur d'importantes questions d'intérêt régional et international.

Permettez-moi aussi de saisir l'occasion pour dire au représentant de la Roumanie, l'ambassadeur Datcou, combien ma délégation a apprécié la patience remarquable et la détermination avec lesquelles il a conduit nos débats en mars.

J'essaierai de limiter mon intervention au point 6 de l'ordre du jour intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires", mieux connu sous le titre "Garanties de sécurité négatives". Cette question fait l'objet de négociations dans ce forum depuis 1979. Malheureusement, les espérances que l'on avait pu former au départ se sont évanouies peu de temps après que le Comité du désarmement se fût occupé de la question. Aujourd'hui, la possibilité de réaliser des progrès dans ce domaine est devenue si ténue que l'on a laissé pour ainsi dire ce point de l'ordre du jour s'étioier.

La délégation pakistanaise a abordé les négociations sur les garanties de sécurité négatives persuadée que, si les travaux relatifs à ce point aboutissaient, cela contribuerait beaucoup à désamorcer la tension internationale et à atténuer le risque toujours plus pressant de recours aux armes nucléaires.

Dans le cadre de nos efforts visant à mettre au point une formule uniforme de garanties de sécurité pouvant être incorporée dans un instrument ayant internationalement force obligatoire, la délégation pakistanaise n'a négligé aucun élément. Nous avons examiné et réexaminé diverses questions soulevées quant à la nature et à la portée des garanties de sécurité négatives. Nous avons envisagé la possibilité de recourir à des arrangements transitoires, par exemple à une résolution du Conseil de sécurité. Nous avons analysé ces garanties, quant à la forme et quant au fond, mais tout cela en vain.

Tout en reconnaissant que la meilleure garantie possible contre la menace nucléaire réside dans l'interdiction d'utiliser les armes nucléaires et dans le désarmement nucléaire, le Pakistan estime qu'en attendant que l'objectif plus vaste soit atteint, il faut adopter certaines mesures pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

(M. Ahmad, Pakistan)

Pour nous, les garanties de sécurité négatives représentent un premier pas sur la voie de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires dans un monde nucléaire dont ils ne sont pas responsables. Nous croyons qu'il est politiquement, juridiquement et techniquement possible de fournir pareilles garanties. Nous avons fait remarquer que si elles n'étaient pas fournies, la solution de rechange pour les Etats non dotés d'armes nucléaires consisterait forcément à rechercher la protection du parapluie nucléaire de l'une des principales puissances nucléaires, ce qui ne ferait qu'accentuer la dangereuse bipolarité déjà établie et risquerait même de créer des conditions telles que le nombre d'Etats dotés d'armes nucléaires commence à augmenter.

Les déclarations faites unilatéralement en 1978 par les cinq puissances nucléaires à propos de l'octroi de garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires étaient de bon augure. En réalité, la déclaration de la Chine nous a paru tout à fait acceptable. De même, la reconnaissance du fait qu'il n'y avait aucune objection de principe à la conclusion d'une convention internationale en la matière représentait à notre avis un autre progrès important. Mais c'est là que le mécanisme a grippé et au cours des deux dernières années les efforts du Groupe des 21 ont été rendus totalement inopérants. En fait, ce qui était au départ une revendication légitime des Etats non dotés d'armes nucléaires est devenu un sujet de controverse entre les deux alliances et leurs intérêts particuliers. Je ne saurais mieux faire ici que de me référer à l'excellente analyse des déclarations unilatérales faite par mon éminent collègue, l'Ambassadeur du Brésil, dans sa déclaration en plénière du 9 août 1983. Ses conclusions ont été entièrement confirmées, si tant est qu'une confirmation fût nécessaire, au paragraphe 22 du rapport de 1983 du Groupe de travail (CD/417) qui traite de la question et où l'on soutient qu'un Etat peut recourir à tout moyen qu'il juge approprié dans l'exercice de son droit de légitime défense, bien que le recours aux armes nucléaires ait été expressément qualifié de crime contre l'humanité par l'Assemblée générale des Nations Unies.

La position de principe du Pakistan est la suivante : les garanties de sécurité devraient être accordées aux Etats non dotés d'armes nucléaires sans restriction, ne devraient pas être sujettes à des interprétations divergentes et devraient être illimitées quant à leur portée, à leur application et à leur durée. Reconnaisant l'existence des deux systèmes d'alliance comme un fait établi, ma délégation s'est montrée prête à rechercher des solutions de rechange de façon pragmatique. Dans cet esprit, nous avons suggéré que les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont parties aux arrangements de sécurité des deux alliances militaires opposées puissent être exclus du bénéfice des garanties de sécurité négatives. Cette proposition ne signifie pas que nous soyons indifférents aux préoccupations d'ordre nucléaire de ces Etats. Pour nous, le cas des pays appartenant à un système d'alliance dans lequel l'option nucléaire demeure ouverte est différent de celui des Etats non dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas membres d'une telle alliance. Dans ces conditions, il appartient essentiellement aux premiers de choisir la solution qu'ils préfèrent : soit assurer leur sécurité au moyen de la protection nucléaire offerte par l'alliance à laquelle ils appartiennent, soit l'assurer en se désolidarisant des arrangements de sécurité auxquels ils sont parties. Or, cette approche elle-même a jusqu'à présent été rejetée.

Ma délégation n'apprécie guère les suggestions faites par certains Etats selon lesquelles l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires devrait être une condition préalable à l'octroi de garanties de sécurité négatives. L'option

(M. Ahmad, Pakistan)

nucléaire a été rejetée solennellement par tous les Etats non dotés d'armes nucléaires, qu'ils aient adhéré ou non au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La non-prolifération des armes nucléaires est un objectif auquel nous sommes tous fermement attachés. Pour nous, la voie qui mène à cet objectif passe par l'interdiction de recourir aux armes nucléaires et par le désarmement nucléaire. L'octroi de garanties de sécurité négatives par les puissances nucléaires ne peut être assujéti à d'autres engagements de la part des Etats non dotés d'armes nucléaires.

Permettez-moi aussi de saisir l'occasion pour évoquer brièvement une autre distorsion qui a été introduite dans les débats sur la non-prolifération. Les critiques les plus acharnées des non-signataires du TNP sont les Etats qui continuent d'entretenir et d'améliorer leurs propres arsenaux nucléaires. Ils se lamentent sur les possibilités théoriques d'une prolifération horizontale, mais ne semblent pas se soucier du tout de l'amélioration qualitative et quantitative continue de leurs propres arsenaux nucléaires ni de la prolifération géographique des armes nucléaires. Le risque de guerre nucléaire ne sera pas éliminé ni même réduit si chacun des 158 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies adhère au TNP. Cette tragique éventualité dépend exclusivement de la possession d'armes nucléaires par une poignée d'Etats et, en particulier, par des Etats dont les doctrines en matière de sécurité sont fondées sur le recours à ces armes. En conclusion, Monsieur le Président, je pense que des progrès sont possibles. Mais ils ne le sont que si quatre des cinq puissances nucléaires réexaminent leur politique et révisent leur position afin d'apporter une réponse positive aux préoccupations légitimes du groupe de pays neutres non alignés. Ces préoccupations ont été exposées dans les moindres détails dans le document CD/280 du 14 avril 1982.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Conformément à la décision que la Conférence a prise à sa 249ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant du Sénégal, l'Ambassadeur Sene.

M. SENE (Sénégal) : Messieurs les Ambassadeurs et chers collègues, Mesdames, Messieurs, laissez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter de votre accession à la Présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'avril. A ces félicitations j'associe aussi votre prédécesseur, le distingué Ambassadeur de la Roumanie, M. Datcu.

Ma délégation se réjouit à l'idée que les Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tiendront l'année prochaine leur troisième conférence d'examen.

Mon pays, en tant que partie au Traité, accorde une grande importance à cet événement et souhaite ardemment qu'il permette de donner une impulsion nouvelle à des négociations véritables sur l'élimination des armes nucléaires, de raffermir le régime actuel de non-prolifération et d'accorder des garanties fiables et juridiquement contraignantes aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

(M. Sene, Sénégal)

Cette dernière question, dont vient de nous parler le distingué représentant du Pakistan, fait l'objet de négociations suivies depuis 1979 et qui se poursuivent depuis cette date.

Le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires nous semble être d'autant plus urgent que la situation internationale s'est aujourd'hui dégradée, du fait de la montée des tensions et parce que le recours à la force est devenu de plus en plus fréquent.

Il en résulte qu'aux graves périls que provoque la prolifération "verticale" et continue des armes nucléaires s'ajoutent maintenant des risques de plus en plus grands de prolifération "horizontale". Les probabilités d'une guerre nucléaire s'en sont trouvées ainsi considérablement accrues. Indépendamment même du danger d'une guerre nucléaire délibérément déclenchée, il y aurait une multiplication effrayante des risques de guerre nucléaire par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation.

Cette guerre nucléaire, dans laquelle les Etats non dotés d'armes nucléaires pourraient faire l'objet d'attaques nucléaires, malgré leur engagement de ne pas acquérir d'armes nucléaires. Car les installations militaires des superpuissances à travers toute la planète, leurs flottes de guerre, leurs services de communication et de renseignement, sont des cibles privilégiées en cas de conflit nucléaire. Et rien ne permet, dans la situation présente, d'assurer que les échanges seront limités aux seules puissances nucléaires.

Face à ce danger, les Etats non dotés d'armes nucléaires n'ont, pour l'heure, aucune protection, même juridique. Bien qu'ils se soient engagés, en vertu du Traité de non-prolifération et d'autres instruments internationaux, à ne pas acquérir d'armes nucléaires, ils n'ont pas reçu, en retour, un engagement ferme et contraignant les assurant qu'ils ne seront pas victimes un jour ou l'autre de l'utilisation de matières et de techniques nucléaires à des fins militaires.

De plus, il faut constater avec regret que la création de zones exemptes d'armes nucléaires n'a guère progressé.

A part le Traité de Tlatelolco, il n'a pas été possible de créer de telles zones en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud, ni dans d'autres parties du monde. De même, l'établissement de zones de paix dans l'océan Indien et en Méditerranée n'a pas enregistré des progrès notables.

Ces résultats encore faibles expliquent l'exigence formulée depuis plusieurs années maintenant par les Etats non dotés d'armes nucléaires de bénéficier de garanties sûres et fiables de sécurité contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, question qui n'était pas couverte par le TNP mais qui lui était étroitement liée.

Du reste, cette exigence, l'Assemblée générale des Nations Unies, qui est la conscience de la communauté internationale, l'a reconnue comme parfaitement légitime. Car, après s'être engagés de manière juridiquement contraignante à renoncer à l'acquisition d'armes nucléaires, les Etats non dotés de telles armes sont parfaitement en droit d'exiger de la part des puissances nucléaires des engagements similaires.

Malheureusement les puissances nucléaires, bien qu'elles aient affirmé avec force leur aversion contre l'utilisation de telles armes, n'ont, pour l'heure, souscrit qu'à des engagements qui sont loin de répondre aux aspirations profondes des Etats non dotés d'armes nucléaires.

(M. Sene, Sénégal)

Il y a, tout d'abord, la résolution 255 (1968) adoptée par le Conseil de sécurité le 19 juin 1968 à l'initiative des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'URSS.

Dans cette résolution, le Conseil de sécurité se félicite certes de l'intention exprimée par les trois Etats dotés d'armes nucléaires de fournir un appui ou une assistance immédiate conformément à la Charte des Nations Unies à tout Etat non doté d'armes nucléaires partie au Traité sur la non-prolifération qui serait la victime d'un acte ou l'objet d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires.

Cette résolution, bien que contenant des éléments positifs, est loin de satisfaire les exigences des Etats non dotés d'armes nucléaires en matière de sécurité. Car l'on peut toujours se demander si la promesse d'aider qui y est contenue ne va pas buter contre les mêmes difficultés d'application que le Chapitre VII de la Charte, qui s'est toujours heurté au manque d'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité.

Quant à la deuxième série de mesures de caractère général que les puissances nucléaires ont eu à prendre pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires, il s'agit de déclarations unilatérales, prises à différents moments. Ces déclarations, quoique formelles et solennelles, restent quelque peu hétérogènes, imprécises, conditionnelles, et surtout ne nous paraissent pas suffisamment contraignantes.

En outre, certaines d'entre elles reflètent les doctrines stratégiques de leurs auteurs et ne tiennent pas suffisamment compte des besoins de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires.

Enfin, le dernier ensemble d'assurances contracté par les puissances nucléaires a trait au Protocole additionnel II du Traité de Tlatelolco, qui établit une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine. Mais, ici encore, les puissances nucléaires ont assorti leurs engagements de déclarations interprétatives qui restreignent leurs obligations.

Ce bref survol montre que les garanties offertes, parce qu'elles sont hétérogènes et restrictives, non contractuelles et non contraignantes juridiquement, ne peuvent satisfaire pleinement les Etats non dotés d'armes nucléaires. C'est pour pallier cet état de choses que l'Assemblée générale, au paragraphe 59 du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, a demandé aux puissances nucléaires "de poursuivre leurs efforts en vue de conclure, selon qu'il serait approprié, des arrangements efficaces pour assurer les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours à de telles armes".

Malgré quatre années de pourparlers et de nombreuses propositions, les négociations entreprises au sein du Comité du désarmement sur cette question, n'ont pas encore donné de résultats satisfaisants.

Il n'a pas été possible, en dépit des efforts de nombreuses délégations, et tout particulièrement au sein du Groupe de travail chargé de cette question, qui est présidé par l'ambassadeur Ahmad, d'arriver à une formule commune qui puisse figurer dans un instrument international ayant force obligatoire. Mais le manque de consensus dû à l'attitude de certaines puissances nucléaires n'a pas permis de réaliser le progrès attendu.

(M. Sene, Sénégal).

Cependant, cette impasse ne devrait pas conduire au relâchement des efforts en vue d'arriver à des arrangements viables. Il est nécessaire de discuter la question de façon plus globale en s'efforçant de la placer dans le cadre du renforcement du régime actuel de non-prolifération des armes nucléaires, de la prévention de la guerre nucléaire et du désarmement nucléaire.

A propos du renforcement du régime de non-prolifération, dont le principal pilier est le Traité du même nom, ma délégation constate que si le nombre des parties au Traité s'est accru, nombreux sont encore les Etats qui restent dehors. Cette situation montre que l'on n'a pas pu prendre les mesures nécessaires pour les convaincre et ce en dépit du fait qu'il s'agit, pour la plupart, d'Etats capables de mettre au point à plus ou moins brève échéance, des armes nucléaires.

Or, si la course aux armements nucléaires à laquelle se livrent les super-puissances est potentiellement le danger le plus grand qui menace l'humanité, une course semblable entre d'autres Etats nucléaires ne ferait qu'ajouter au risque de voir utiliser l'arme nucléaire. Cependant, ma délégation estime qu'en dehors des mesures visant à corriger le caractère inégal et discriminatoire du Traité, il faut adopter des dispositions garantissant les parties non dotées d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Il pourrait s'agir par exemple d'un protocole additionnel du Traité.

Par ailleurs, les puissances nucléaires devraient déployer tous les efforts nécessaires pour encourager la création de zones exemptes d'armes nucléaires ou de zones de paix, notamment dans les régions où un large consensus existe sur ce plan.

A cet égard, il est important que les puissances nucléaires s'engagent inconditionnellement à ne pas menacer d'employer ou employer des armes nucléaires dans ces zones aussi longtemps qu'elles seront dénucléarisées, et n'y introduisent pas d'armes nucléaires. Cette observation nous semble particulièrement significative pour l'Amérique latine, dont le statut de zone exempte d'armes nucléaires doit être respecté et renforcé conformément au vœu des Etats de la région.

S'agissant maintenant de l'Afrique, ma délégation voudrait rappeler que dès 1964 les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OUA ont déclaré solennellement leur désir de voir l'Afrique, devenir une zone exempte d'armes nucléaires. Cet objectif, qui est approuvé par l'Assemblée générale, est malheureusement aujourd'hui compromis par les efforts du régime de Pretoria visant à se doter d'armes nucléaires.

Le rapport de l'ONU de 1980 a montré que l'Afrique du Sud a la capacité nécessaire pour fabriquer de telles armes. Et ceci grâce à l'aide ouverte ou camouflée qui lui est fournie par plusieurs pays. Pourtant, la coopération dans le domaine nucléaire avec un régime tel que celui de Pretoria ne saurait être innocente. Car est-il besoin de souligner que le régime de Pretoria repose sur la discrimination raciale, l'oppression et la violence, et par là même constitue une menace à la paix et à la sécurité de la région même si, semble-t-il, les tensions avec les pays voisins se relâchent. En outre toutes les installations nucléaires sud-africaines ne sont pas soumises aux garanties de l'AIEA. Enfin, le gouvernement de Pretoria s'est, jusqu'ici, refusé à signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Dès lors, toute coopération dans le domaine nucléaire qui ne tient pas compte de la situation particulière de ce régime ne peut que nuire à l'objectif de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

(M. Sene, Sénégal)

Il est donc urgent ici que les puissances qui ont des relations dans le domaine nucléaire avec le gouvernement de Pretoria interrompent toute coopération dans ce domaine qui soit susceptible de l'aider à fabriquer des armes nucléaires; ces pays devraient surtout insister pour que le gouvernement de Pretoria adhère au Traité de non-prolifération et soumette toutes ses installations nucléaires au contrôle de l'AIEA.

Est-il besoin de souligner que la viabilité du présent régime de non-prolifération dépend avant tout du soutien actif des puissances nucléaires ? C'est la raison pour laquelle l'Afrique, dont 36 Etats sont parties au Traité de non-prolifération, est en droit de demander à ces puissances d'agir avec diligence pour prévenir l'irréparable et empêcher l'Afrique du Sud de compromettre l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires dans le continent.

Monsieur le Président, un autre problème important qui justifie pleinement l'adoption de mesures urgentes et efficaces pour garantir la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires est le risque de guerre nucléaire. Risque qui est devenu une préoccupation majeure de la communauté internationale et qui concerne aussi bien les Etats dotés d'armes nucléaires que ceux qui n'en ont pas.

Devant cette menace, l'Assemblée générale, au cours de sa trente-huitième session, a adopté plusieurs résolutions en vue de limiter et d'interdire l'emploi des armes nucléaires.

Car pour un grand nombre d'Etats, l'adoption de mesures en vue de restreindre le droit d'user de représailles nucléaires aux seuls cas d'agression avec des armes nucléaires est parfaitement sage et légitime. Et ce parce qu'il existe une différence fondamentale entre armes nucléaires et armes classiques et aussi en raison du fait qu'une guerre nucléaire ne peut avoir que des effets catastrophiques tant pour les belligérants que pour un grand nombre d'autres Etats non impliqués directement dans le conflit.

Dès lors, ma délégation, pour sa part, pense que la limitation de l'emploi des armes nucléaires en attendant leur interdiction totale et leur destruction complète aurait non seulement des effets bénéfiques pour la sécurité de l'ensemble des Etats mais contribuerait aussi à réduire considérablement les risques d'utilisation contre des Etats non dotés d'armes nucléaires.

Car, Monsieur le Président, sans vouloir faire de la politique-fiction, l'on peut dire que ce dernier groupe d'Etats a des raisons d'être inquiet à la simple pensée qu'il n'est pas impossible que depuis 1945, des puissances nucléaires aient pu, à un moment ou à un autre, être hantées par on ne sait quel démon pour utiliser l'arme absolue lors de conflits les opposant à des Etats qui n'en étaient pas dotés. Et elles se sont sans doute ravisées, eu égard aux conséquences incalculables d'un tel acte et surtout en raison de l'horreur et de l'indignation qu'il aurait provoquées. Mais il reste que la possibilité a pu être envisagée. Face à cette hypothèse, pour le moins terrifiante, les Etats non dotés d'armes nucléaires ont le devoir de poursuivre les efforts en vue de l'acceptation universelle du non-recours aux armes nucléaires et particulièrement contre les Etats qui n'en sont pas pourvus et qui se sont engagés de façon contraignante à ne pas en acquérir.

Car, pour ma délégation, le droit de légitime défense reconnu par l'Article 51 de la Charte ne contredit pas le droit international coutumier, qui retient parmi les conditions d'exercice de ce droit la proportionnalité dans les moyens de représailles utilisés. Parce que l'utilisation d'armes nucléaires, même pour repousser une agression d'un Etat non doté d'armes nucléaires, paraîtrait à beaucoup comme une escalade dangereuse, une réaction excessive et disproportionnée.

(M. Sene, Sénégal)

Surtout lorsqu'on sait que ce sont les puissances nucléaires qui ont les plus vastes arsenaux d'armes classiques et, de ce fait, sont en mesure de repousser toute agression d'un Etat non doté d'armes nucléaires sans recourir aux armes atomiques.

Monsieur le Président, un autre élément qui doit être pris en considération dans le cadre de la prévention de la guerre nucléaire est la fabrication clandestine de telles armes. Aujourd'hui, avec la dissémination de la technologie nucléaire, certains régimes en Afrique et au Moyen-Orient sont en mesure de se doter d'armes nucléaires. Ainsi, l'Afrique du Sud à cet égard est suspectée à plus d'un titre d'avoir procédé à une explosion nucléaire. Il est donc important, pour dissuader un tel régime d'utiliser des armes nucléaires, de renforcer les dispositions de la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité sur les garanties positives relatives à l'assistance nécessaire à tout Etat non doté d'armes nucléaires Partie au TNP qui serait victime d'un acte ou l'objet d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires.

Ces garanties doivent correspondre à de véritables engagements, et non pas seulement à de simples déclarations d'intention. Elles doivent refléter un engagement individuel et collectif d'assister un Etat victime d'une agression nucléaire, sans pour autant être un instrument de contrôle ou d'empiètement sur la souveraineté des bénéficiaires.

Monsieur le Président, certes, les garanties dont nous soutenons présentement l'adoption ne sauraient se substituer aux obligations des puissances nucléaires concernant des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Car nous croyons que seule l'élimination des armes nucléaires fournira une garantie adéquate à tous. Bien sûr, les résultats obtenus dans ce domaine sont bien minces. Mais nous ne devons pas nous laisser gagner par le découragement et la lassitude, car le prix d'un échec serait lourd et insupportable pour le destin de la civilisation humaine.

Telle est donc la tâche urgente pour l'avenir que les parties au TNP, en particulier les puissances dotées d'armes nucléaires ont la lourde responsabilité de remplir conformément aux obligations qu'elles ont contractées aux termes du Traité.

Monsieur le Président, il se trouve que la situation internationale actuelle est devenue trop dangereuse pour que de nouvelles mesures ne soient prises en vue de renforcer la sécurité des Etats non nucléaires. Car si rien n'était fait, la tentation serait grande pour certains Etats de franchir le "Rubicon" et de se doter de façon ouverte ou clandestine d'armes nucléaires. Avec la tension internationale actuelle, le risque est grand que l'arme soit utilisée, particulièrement dans les régions où des Etats, en désespoir de cause, cherchent à imposer à tout prix des politiques de discrimination raciale ou d'occupation territoriale.

Monsieur le Président, en d'autres termes, il est donc nécessaire qu'un accord intervienne dans les efforts visant à mettre sur pied des arrangements juridiquement contraignants, qui interdisent le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires contre des Etats qui n'en sont pas dotés et enjoignent aux puissances nucléaires de leur porter assistance en cas d'agression avec des armes nucléaires.

A cet égard, il est important que les puissances nucléaires fassent preuve de volonté politique pour rompre le cycle infernal qui mène de la méfiance et de l'hostilité à la course aux armements sous toutes ses formes. Sans ce changement d'attitude, le pire serait à craindre. Car à vouloir maintenir à tout prix les avantages et les privilèges que semble conférer la possession d'armes nucléaires, l'on peut être amené à négliger la montée des graves périls qui sont inhérents à une telle situation qui peut conduire inexorablement au désastre.

(M. Sene, Sénégal)

Pour conclure, au terme de cette session de printemps, au milieu de tous ces dangers et des risques, nous persistons à croire ardemment que la sagesse et la raison finiront par triompher. Nous espérons surtout que la conscience des intérêts à long terme de tous les peuples, l'avenir de la paix, les aspirations et les exigences au développement et les forces de progrès de l'humanité l'emporteront sur les autres considérations pour nous ouvrir progressivement les perspectives du désarmement véritables.

Notre devoir envers la survie de notre espèce et la continuité des générations de la société et de la civilisation humaines sur notre merveilleuse planète qu'est la Terre est, sans doute, à ce prix.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Sénégal de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, l'Ambassadeur Qian Jiadong.

M. QIAN JIADONG (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de tout coeur de votre accession à la présidence pour le mois d'avril. Je suis très heureux de constater que ce mois nos travaux sont dirigés par le représentant d'un pays qui, grâce à sa ferme adhésion à une politique d'indépendance et de non-alignement, jouit d'un grand prestige dans les affaires internationales, et qui entretient des relations amicales avec la Chine. L'amitié multiséculaire entre les peuples de Sri Lanka et de la Chine a résisté aux vicissitudes de l'histoire. Je suis particulièrement content que vous-même, Monsieur le Président, soyez un vieil ami de la Chine. Vous avez exercé des fonctions en Chine et contribué à promouvoir l'amitié entre nos deux pays. En avril, dernier mois de la session de printemps, notre volume de travail est très considérable; mais, grâce à votre expérience de diplomate, à vos capacités d'organisateur et à vos efforts inlassables, nos travaux ont fait de nouveaux progrès.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour redire ma gratitude à votre prédécesseur, M. Datcu, Ambassadeur de la Roumanie, qui a dirigé avec succès les travaux de mars.

Au cours de ces dernières semaines, un certain nombre de délégations ont fait des déclarations au sujet du point 5 de l'ordre du jour, "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique", qui est une question réellement importante. Bien que la session de printemps tire maintenant à sa fin, la délégation chinoise voudrait encore présenter quelques-unes de ses vues à ce sujet.

L'importance de la question de l'espace extra-atmosphérique est double : d'une part, elle ouvre à l'humanité des perspectives brillantes et entièrement nouvelles; d'autre part, elle peut l'entraîner dans un désastre horrible, aux conséquences inimaginables.

Au cours des siècles, la mythologie et les légendes ont représenté l'espace comme un lieu paradisiaque, beau et harmonieux. Avec l'essor de la science et des techniques, l'homme a fini par se libérer des liens de la gravitation et, en traversant l'atmosphère, pénétrer dans ce monde mystérieux. C'est dans les années 1950 que fut lancé avec succès le premier satellite artificiel de la Terre. Plus tard, l'homme a foulé le sol lunaire et l'exploration de l'espace s'est étendue presque jusqu'aux frontières du système solaire. Aujourd'hui l'homme peut même se promener sans gêne dans l'espace extra-atmosphérique, comme dans sa cour. En trente ans à peine, l'homme a fait des progrès énormes dans sa capacité de

(M. Qian Jiadong, Chine)

conquérir et d'utiliser l'univers. Les techniques spatiales sont déjà appliquées, largement et efficacement, dans maints secteurs de la vie humaine : communications, radio et télévision, météorologie, prospection des ressources terrestres, etc. Pourtant, leurs grandes possibilités pour la promotion du progrès social commencent à peine à se manifester. Devant un avenir aussi brillant, peut-on ne pas jubiler, ne pas se sentir encouragé ?

Malheureusement, le tranquille espace n'échappe pas au climat politique international, turbulent et tendu, que nous connaissons et il est obscurci par la course aux armements. La doctrine selon laquelle "celui qui maîtrisera l'espace dominera la Terre" fait que l'on intensifie les activités militaires dans l'espace où qu'on rivalise d'efforts pour mettre au point différents types d'armes spatiales. Un système d'armes spatiales est déjà opérationnel et un autre en est au stade des essais; on étudie des programmes de nouveaux systèmes d'armes encore plus perfectionnés. Si rien n'est fait pour enrayer cette tendance, le risque est grand qu'avant longtemps l'espace extra-atmosphérique, après la terre, la mer et l'air, devienne le quatrième champ de bataille fratricide de l'humanité. Si cette menace se réalisait, le paradis de nos rêves deviendrait un enfer, ce dont les gens ne peuvent pas ne pas s'en inquiéter.

Je ne pense pas exagérer en disant que, devant l'espace extra-atmosphérique, nous sommes à un carrefour : ou bien l'on prend des mesures pour arrêter immédiatement la course aux armements dans l'espace et réserver celui-ci exclusivement à des fins pacifiques, bénéfiques à l'ensemble de l'humanité, ou l'on ne fait rien et on laisse l'espace devenir une arène où la course aux armements menacera l'humanité d'un holocauste sans précédent. Un faux pas risque d'entraîner la catastrophe. Nous serions insensés de prendre à la légère une question dont dépend à ce point l'avenir de l'humanité.

C'est la troisième fois que la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est inscrite à l'ordre du jour du Comité et de la Conférence du désarmement. Et c'est depuis le début des années 1960 que les principes et objectifs de la "non-militarisation de l'espace extra-atmosphérique" et de "l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique exclusivement à des fins pacifiques" ont été largement acceptés par les Etats et inscrits dans plus d'un instrument juridique international. Or, à ce jour, la tendance à étendre la course aux armements à l'espace non seulement n'a pas été contenue, mais elle tend à s'exacerber de plus en plus. Il y a quelques années, cette question n'avait pas encore une telle urgence, mais aujourd'hui elle est devenue si pressante qu'elle ne saurait souffrir aucun délai. Ce n'est pas par hasard qu'à la trente-huitième session de l'Assemblée générale, la Première Commission est parvenue à fusionner trois projets de résolution et à faire adopter presque par consensus une résolution unique priant la Conférence du désarmement d'examiner, à titre prioritaire, la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Ce fait témoigne de la haute importance que les Etats accordent à cette question.

La délégation chinoise partage le point de vue, souligné par beaucoup de représentants et par vous-même, Monsieur le Président, qu'une fois qu'une arme existe, il est très difficile de l'éliminer de l'arsenal, et qu'il est beaucoup plus facile de prévenir la militarisation que de démilitariser. Dans sa déclaration du 18 avril, le distingué représentant de l'Australie a dit qu'"une occasion manquée, ou reconnue trop tard, risque d'être perdue à tout jamais". En Chine nous avons un dicton similaire : "Ne manque pas une occasion, car elle pourrait ne jamais revenir".

(M. Qian Jiadong, Chine)

L'Ambassadeur Butler parlait de l'élaboration d'une convention sur l'interdiction complète des armes chimiques. Mais je crois que ses paroles s'appliquent aussi à la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Cette question a vraiment atteint un point crucial. Si nous ne pouvons rien faire maintenant, il nous serait encore plus difficile de faire quelque chose demain. Et même si le principe de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique exclusivement à des fins pacifiques est presque devenu un lieu commun, nous devons continuer à le proclamer. Nous devons, avant qu'il ne soit trop tard, saisir l'occasion de prendre les décisions qui s'imposent pour préserver cet héritage commun de l'humanité qu'est l'espace extra-atmosphérique.

Monsieur le Président, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres secteurs du désarmement, nous sommes bien obligés de souligner le rôle des superpuissances. Personne ne peut nier que ces deux pays, en particulier leurs savants, leurs ingénieurs et leurs techniciens, ont apporté une contribution inoubliable à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Mais il est tout aussi indéniable que ces mêmes pays sont en train de mettre l'espace en danger. Ce sont les deux seules puissances spatiales à l'heure actuelle. Il est donc tout à fait justifié de leur demander de n'utiliser la science, fruit de la sagesse et du travail de l'homme, que dans l'intérêt de l'humanité et non d'en abuser à des fins militaires. Ils portent une responsabilité inéluctable et particulière, celle d'empêcher une course aux armements dans l'espace. Dans l'intérêt général de l'humanité, y compris leur propre intérêt, ils ne devraient pas se contenter de faire des déclarations au sujet de la paix, mais assumer leur responsabilité en accomplissant des actes concrets.

Monsieur le Président, nous soulignons l'importance et l'urgence de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, sans pour autant sous-estimer le moins du monde la complexité de la question. L'analyse systématique de divers systèmes d'armes spatiales existants ainsi que de ceux qui sont au stade de la mise au point, analyse à laquelle se sont livrés l'éminent Ambassadeur de Suède, M. Ekeus, dans la déclaration qu'il a faite le 22 mars, et Mme l'Ambassadeur Theorin, dans la déclaration qu'elle a faite aujourd'hui, peut être qualifiée d'exemplaire. La complexité de la question devrait être une raison supplémentaire d'entamer des négociations dès que possible et non servir de prétexte pour attendre.

Selon nous, la première chose à faire aujourd'hui serait d'interdire toutes les armes spatiales, y compris les armes antisatellites qui menacent la stabilité de l'espace extra-atmosphérique. Il s'agirait non seulement d'interdire la mise au point, les essais, la fabrication, le déploiement et l'utilisation de ces armes, mais encore de détruire les systèmes d'armes spatiales existants. De l'avou général, cela ne peut se faire qu'en prenant de nombreuses mesures concrètes. A cet égard, la série de mesures proposée par M. l'Ambassadeur Ekeus mérite d'être examinée attentivement.

Nous reconnaissons qu'il est difficile de traiter en même temps et d'une manière approfondie toutes les questions à la fois. Cependant, nous pouvons au moins commencer par les points les plus fondamentaux et les moins controversés. D'après nous, la définition des armes spatiales est l'une de ces questions essentielles. Des progrès décisifs à cet égard mettraient en branle tout le processus de négociation sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

(M. Qian Jiadong, Chine)

La définition des armes spatiales n'est pas un sujet nouveau. Des propositions ont été avancées par quelques délégations dans le passé. La délégation chinoise souhaiterait à son tour tenter d'apporter une contribution et proposer à titre indicatif la définition suivante :

Par armes spatiales, il faut entendre les dispositifs ou installations basés dans l'espace, sur terre, en mer, ou dans l'atmosphère, qui sont spécialement conçus pour attaquer ou détruire des vaisseaux spatiaux dans l'espace extra-atmosphérique, ou les endommager ou perturber leur fonctionnement normal ou modifier leur trajectoire de vol; et les dispositifs ou installations basés dans l'espace (y compris la Lune et les autres corps célestes), qui sont spécialement conçus pour attaquer des objets dans l'atmosphère ainsi que sur terre et en mer, pour les endommager ou pour perturber leur fonctionnement normal.

Nous ne considérons pas cette définition comme parfaite. Il faudrait peut-être y réfléchir davantage pour qu'elle indique, en termes concis et précis, les caractéristiques des armes spatiales. Notre but est d'attirer l'attention sur la question et de faciliter un travail commun de recherche.

Monsieur le Président, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est en effet une tâche difficile. Cependant, nous ne devons pas perdre de vue un aspect plus favorable. Bien des délégations ont énuméré et analysé les traités, accords et autres instruments juridiques internationaux existants, qui ont trait, directement ou indirectement, à l'espace extra-atmosphérique. Malgré les lacunes et les points faibles qu'ils comportent, ces instruments ont dans l'ensemble affirmé le principe fondamental selon lequel l'espace devrait être utilisé à des fins pacifiques. Le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qui remonte à 1967, stipule en outre que les activités des Etats dans l'espace extra-atmosphérique devraient être menées conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies. C'est là le fruit des efforts déployés par les pays pendant de nombreuses années. A partir de là, il devrait être possible d'élaborer par voie de négociation un instrument juridique international relatif à l'interdiction complète des armes spatiales.

Monsieur le Président, dans le courant du mois, sous votre conduite, de nouvelles consultations ont eu lieu à propos de la création d'un organe subsidiaire chargé de cette question. Mais, malheureusement, nous ne sommes pas encore parvenus à un accord à ce sujet. Alors que la session de printemps touche à sa fin, la délégation chinoise espère sincèrement que toutes les délégations, animées par le même esprit que celui dans lequel la Première Commission a adopté, à la trente-huitième session, de l'Assemblée générale, la résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, chercheront un terrain d'entente en oubliant les divergences mineures qui les opposent, afin de parvenir à un accord sur la création dudit organe subsidiaire dès que possible lors de la session d'été, à moins que ce ne soit au tout dernier moment de la session en cours. Les peuples du monde entier ont confié à cette Conférence la tâche importante de prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous ne pouvons les décevoir.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Ma liste des orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole?

(Le Président)

J'ai quelques communications à faire. Je voudrais informer les membres que la réunion du groupe de contact au titre du point 1 de l'ordre du jour - **Interdiction** des essais nucléaires - qui était prévue pour 15 h 30 aujourd'hui n'aura pas lieu puisque les consultations se poursuivent encore. Je porterai les nouveaux jour et heure de la réunion de ce groupe de contact à la connaissance des représentants par l'intermédiaire des différents groupes.

A la demande du Président du Comité spécial des armes radiologiques, l'ambassadeur Vejvoda, j'aimerais informer la Conférence qu'il a l'intention de procéder à des consultations avec les représentants qui participeront aux travaux du Comité spécial dans la Salle de conférence I demain, mercredi, à 15 h 30. Ainsi que les membres le savent, il y a une longue liste d'orateurs pour notre séance plénière de jeudi, aussi proposerai-je que nous commençons cette séance à 10 heures au lieu de 10 h 30.

Etant donné qu'il n'y a plus d'autres questions à traiter aujourd'hui, je me propose de lever la séance plénière.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 26 avril 1984, à 10 heures.

La séance est levée à 13 h 5.